



QUELLE HONTE !

Une nouvelle fois l'Union Départementale FO de Paris et l'Union Régionale Ile-de-France FO ont été l'objet de dégradations, de tags, d'affiches collées sur l'immeuble.

Non revendiqués bien évidemment, les photos, les inscriptions, les tracts collés sur la devanture sont incompréhensibles si ce n'est qu'ils sont un véritable appel au meurtre contre les personnels de la pénitencière et d'une façon plus générale contre les militants FO.

Nous ne céderons en rien aux menaces. Nous assumons totalement nos prises de position et nous continuerons à les porter.

Oui, nous condamnons toutes les formes de violence qui conduisent à ce que des fonctionnaires ou des agents des services publics meurent, assassinés dans leurs missions au service de la population.

Oui, nous condamnons tous ces actes lâches qui conduisent à s'attaquer à ceux qui portent les revendications des travailleurs, en étant « cagoulés ».

Cette attaque contre nos locaux cache vraisemblablement autre chose que la volonté de mettre en exergue les personnels de la pénitencière.

Notre Union Départementale FO depuis le début des combats en Ukraine, en Israël et dans la bande de Gaza marque son attachement à lutter contre les guerres. Elle considère que ce sont toujours les travailleurs qui en font les frais et non les dirigeants des différents pays et les marchands de canons qui en tirent tous les bénéfices.

Nous indiquons de façon très claire que les bombardements doivent cesser immédiatement et définitivement ainsi que les massacres et les génocides, que les otages et les prisonniers politiques soient libérés, que les approvisionnements en vivres et en produits pharmaceutiques puissent se faire librement.

Mais nous continuerons également à porter les revendications qui nous ont conduits à nous opposer pendant 6 mois à la réforme des retraites et à toujours revendiquer dès que possible la retraite à 60 ans.

Nous disons qu'il n'est pas acceptable que les demandeurs d'emploi soient de nouveau montrés du doigt avec une assurance chômage encore une fois durcie, ce qui conduira les demandeurs d'emploi à rejoindre les 10 millions de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les demandeurs d'emploi et les détenteurs du RSA n'ont pas choisi cette situation.

- Nous sommes en opposition avec la volonté de ce gouvernement de s'attaquer une nouvelle fois au code du travail.
- Nous sommes en opposition avec ce gouvernement qui veut remettre en cause le droit de grève.
- Nous sommes en opposition avec ce gouvernement qui multiplie les atteintes aux libertés individuelles et collectives.
- Nous sommes en opposition avec ce gouvernement comme nous l'étions sous les gouvernements précédents, de deux autres Présidents de la République qui se sont attaqués systématiquement à nos services publics en les privatisant, en fermant les hôpitaux, les lits et en supprimant les personnels comme cela a été le cas pour l'école avec la volonté de la privatiser elle aussi.
- Nous sommes en opposition avec les mêmes, au gouvernement et à la cour des comptes, qui voudraient remettre en cause et donc faire disparaître la sécurité sociale de 1945.
- Nous sommes en opposition avec ce gouvernement qui veut détruire la fonction publique avec sa contre-réforme en cassant son statut.

Nos revendications et nos positions sont claires, nous n'en changerons pas malgré les menaces, les dégradations, les pressions exercées.

Nous n'avons jamais accepté d'entrer dans la volonté qu'avaient les Présidents successifs de nous « corseter » dans l'Union nationale. C'était valable hier, ça l'est encore aujourd'hui, n'en déplaise aux « connards ».

Revendications, rien que les revendications en toute liberté et indépendance et toujours sur le retour à la retraite à 60 ans et contre l'économie de guerre.

Paris, le 10 juin 2024